

Conjoncture agricole

Les effets de la crise du Covid-19 sur les filières agricoles sont variables selon la saisonnalité de la production, les circuits de commercialisation et l'évolution des habitudes d'achats des consommateurs pendant le confinement et depuis. L'impact est globalement négatif avec des filières en situation de crise durable en Pays de la Loire. L'évolution des marchés demeure incertaine notamment à l'export.

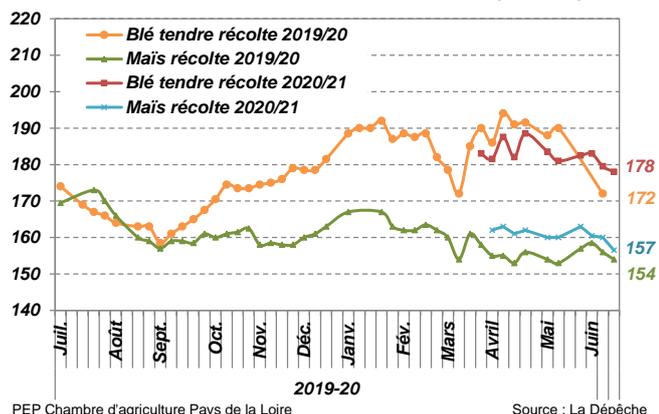
En grandes cultures, les marchés des céréales subissent la pression d'une récolte mondiale de blé historique. Les coûts des intrants fléchissent sur fond de recul des marchés du pétrole et des céréales.

En lait de vache, les livraisons s'infléchissent en mai en réponse aux signaux de l'Interprofession. La collecte de lait de chèvre a également été maîtrisée malgré la perturbation des débouchés. En viande bovine, les prix des réformes allaitantes progressent, mais les jeunes bovins subissent le contexte européen déprimé. En production ovine, les prix se tassent. Après les perturbations des derniers mois, la filière porcine est dans l'attente d'un second semestre plus prometteur. En volaille de chair, la consommation est tirée par le poulet et la dinde.

Dans le domaine du végétal spécialisé, le contexte de crise a favorisé les achats de pommes de table. La reprise d'activité est forte en horticulture après plusieurs semaines d'arrêt. Les conditions météorologiques perturbent à nouveau le marché de certains légumes. En viticulture, les sorties de chais sont confirmées en nette baisse.

Grandes cultures : de bonnes récoltes attendues au niveau mondial et des cours qui fléchissent

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)



Dans un contexte économique incertain lié à la pandémie de Covid-19, et avec, depuis deux semaines, le retour des précipitations dans l'UE, les cours du blé tendre reculent. Les potentiels de production des céréales à paille sont pourtant bien amoindris en France comme dans l'UE, par les mauvaises conditions de l'hiver (excès d'humidité) et du printemps (sécheresse).

Les Pays de la Loire figurent parmi les régions françaises où les conditions de culture sont les plus dégradées : ainsi, seulement 39 % du blé tendre sont

dans de bonnes conditions contre 56 % au niveau national.

En revanche, les prévisions de production sont revues à la hausse en Russie et aux Etats-Unis. Dans le monde les perspectives 2020/21 sont excellentes. L'USDA envisage un record de production de 773 Mt. Le seul facteur haussier, est la baisse attendue des stocks chez les huit principaux exportateurs mondiaux.

Le marché de l'orge va être très disputé avec une production mondiale prévue d'un excellent niveau (155 Mt) pour la deuxième année consécutive et une demande de l'Arabie Saoudite et de la Chine, principaux importateurs, qui pourrait baisser. Dans l'UE-28, à environ 64 Mt la récolte serait la plus importante depuis 2008 et les stocks fin de campagne 2019/20 sont élevés.

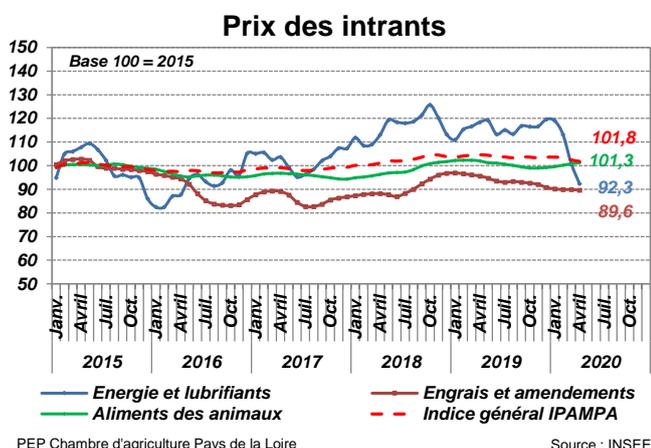
En maïs, les conditions estivales détermineront les rendements. Actuellement les perspectives sont bonnes. La production de maïs aux Etats-Unis devrait battre tous les records à 406 Mt. Avec un tel niveau de récolte les stocks américains sont prévus pléthoriques fin 2020/21. Un record de 39 Mt est attendu également en Ukraine ce qui devrait encore donner lieu à des importations fournies dans l'UE. En

France, les cultures sont dans de bonnes conditions et ont bénéficié des récentes précipitations.

Le marché des oléagineux s'inscrit en hausse, avec une reprise de la demande sur le court terme. Les

achats chinois de soja américain soutiennent cette matière première. Par contre, les tourteaux s'inscrivent en baisse. Le colza profite de cette ambiance haussière, avec un pétrole qui évolue au-dessus des 40 \$ le baril à New-York.

Intrants : des prix en recul de 2,2 % par rapport au premier quadrimestre 2019



Cette baisse du prix des biens et services de consommation courante (en moyenne cumulée sur quatre mois), résulte principalement du recul du prix

de l'énergie, des engrais et des aliments animaux à base de céréales.

Le prix du pétrole a fortement chuté du fait de la pandémie de Covid-19 qui a mis un coup d'arrêt aux échanges internationaux. Au premier quadrimestre 2020, le prix du gazole non routier s'est ainsi réduit de 16 % par rapport à 2019.

Le prix des engrais a baissé de 6,6 % sur la même période, en particulier les engrais azotés (-9,6 %), et celui des aliments pour animaux de 1,1%.

Cette dernière baisse concerne surtout le prix des céréales (-4 %), alors que le prix du tourteau de soja s'est accru de 3,6 %.

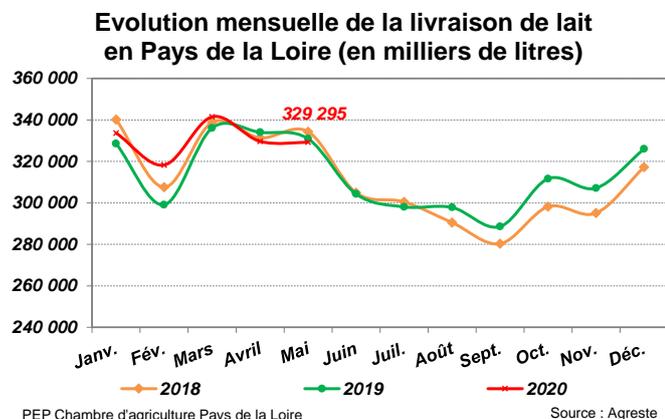
Les biens et services ainsi que les frais généraux voient leurs coûts augmenter respectivement de 1,1 et 1,6 %. Le prix des produits de protection des cultures s'est au contraire contracté de 3,6 %.

Lait de vache : modération de la collecte en avril-mai

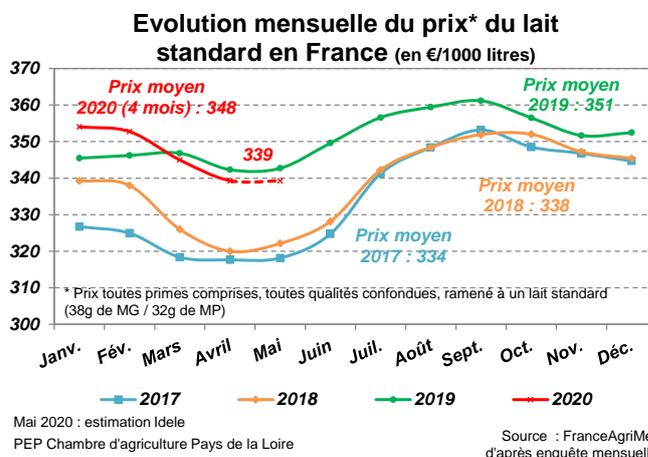
Comparativement à 2019, la collecte laitière française s'est réduite de 0,7 % en avril puis de 1,6 % en mai, car les éleveurs ont bien répondu aux signaux envoyés par l'Interprofession laitière : 22 000 éleveurs (soit une proportion de 40 %), répartis sur l'ensemble du territoire, ont lissé leur production, permettant un repli de 48 millions de litres (soit 2,2 % du litrage de mars) pour un coût d'indemnisation de 15,2 M€. En Pays de la Loire, le repli a été de 1,3 % en avril 2020/19 d'après l'enquête mensuelle de FranceAgriMer.

+0,8 %/2019, sous l'effet du repli en France, au Danemark et au Royaume-Uni.

A l'échelle mondiale, on observe un tassement de la production en avril chez les principaux exportateurs (+1,3 %), UE et USA en particulier, alors que la Nouvelle-Zélande connaît son recul saisonnier. Aux USA, les stocks s'accumulent, faisant craindre une répercussion sur le prix mondial de la poudre au second semestre.



En Europe (UE-27 + Royaume-Uni), après un premier trimestre dynamique (+1,5 % /2019), la collecte a simplement ralenti sa croissance en avril :



En France, le prix du lait standard a connu une baisse en mars mais semble se stabiliser sur les mois d'avril et de mai, ce qui confirme un scénario moins

pessimiste que prévu. En effet, les cours des produits industriels ont amorcé un redressement progressif depuis la mi-avril, après leur dégringolade au début du confinement.

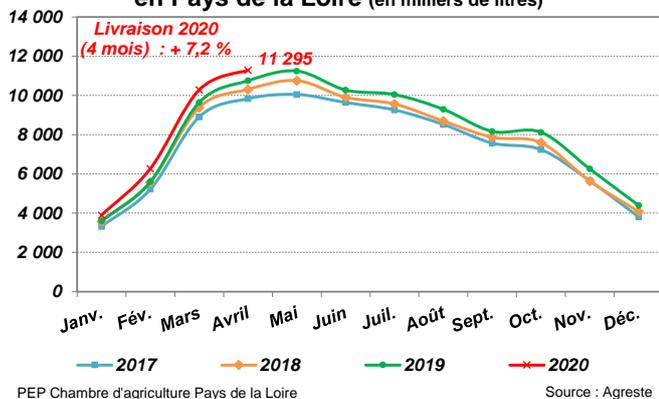
En Pays de la Loire, les prix d'avril (référence 38/32, flexibilité comprise), se sont échelonnés entre 312 € et 328 € les 1 000 litres, selon les laiteries (source : observatoire FRSEA).

A l'horizon du second semestre, l'évolution du marché est très incertaine, tant au niveau de l'offre que de la demande mondiale (quelle ampleur de la récession économique ?). Les craintes de déséquilibre portent principalement sur la poudre maigre, et sur les fromages (dont les stocks européens et américains sont élevés).

Lait de chèvre : une hausse de collecte maîtrisée malgré la crise sanitaire

L'année 2020 a débuté par un accroissement de la collecte en lait de chèvre, tant attendue par les laiteries face à une demande dynamique. Avec l'arrivée de la crise du Covid-19 et le confinement, les circuits de consommation ont été très fortement perturbés.

Evolution mensuelle de la livraison de lait de chèvre en Pays de la Loire (en milliers de litres)



En plein pic de lactation et face à une collecte en hausse, les laiteries sont parvenues à collecter et traiter l'ensemble du lait de leurs éleveurs. Ces derniers ont été appelés à modérer leur production tout en préservant leur capacité à produire pour être prêt à redémarrer après la crise. En cumul jusqu'à mai, la collecte française a progressé de 5,6 %

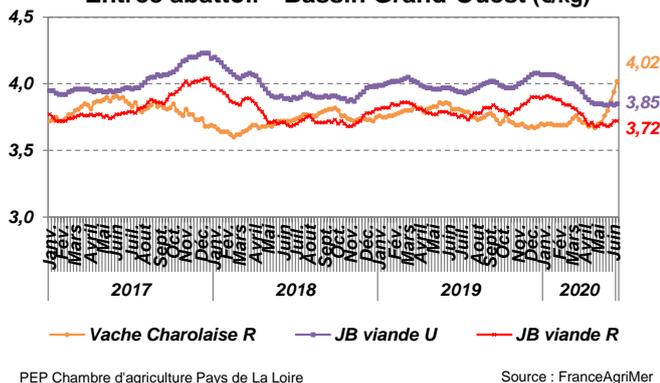
(hausse de 7,2 % pour les Pays de la Loire jusqu'à avril). Les laiteries ont dû adapter leurs débouchés et produits avec un fort recul vers la RHD, une hausse vers la GMS et particulièrement le libre-service (+15 % sur mi-mars-mi-avril et +17 % le mois suivant), une baisse vers l'export (-9 % sur quatre mois 2020). Les importations sont en repli (-12 % sur quatre mois 2020) et représentent 10 % de l'approvisionnement des laiteries.

Face à cette crise, deux secteurs ont été particulièrement touchés. Les producteurs fermiers, privés de vente sur les marchés ou la RHD, ont dû trouver des solutions alternatives. Les Drive et les livraisons à domicile se sont multipliés, augmentant la charge de travail sur les exploitations. La situation est très préoccupante pour les engraisseurs de chevreaux. La moitié des ventes annuelles de chevreaux est concentrée sur la période de Pâques. Le confinement a provoqué un effondrement des ventes en France mais aussi sur nos deux grands marchés export (Portugal et Italie). La filière se trouve engorgée par des stocks élevés qui risquent de peser sur les fêtes de fin d'année.

Avec le déconfinement, les différents circuits de consommation se remettent en place. La collecte 2020 devrait être en forte hausse comparé à 2019 et les importations devraient rester en repli.

Viande bovine : marché à flux tiré en femelles allaitantes

Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



La filière viande bovine a subi des perturbations importantes lors du confinement : RHD pratiquement à l'arrêt, forte hausse des achats de viande hachée au détail et bouleversement de la gestion de l'équilibre carcasse. Depuis le déconfinement les marchés des jeunes bovins et des femelles allaitantes connaissent des évolutions divergentes.

En jeunes bovins, les cours connaissent une baisse saisonnière plus marquée que les années précédentes en raison de la morosité du marché européen touché de plein fouet par la fermeture de la restauration dans la plupart des pays et par une activité touristique très limitée en Italie et en Grèce. Le cours du jeune bovin viande U atteint 3,85 €/kg au cours de la semaine 24. Le marché des femelles allaitantes est

par contre porté par la dynamique des ventes au détail sur le marché français et par une offre limitée : les cours de la vache Charolaise R atteint 4,02 €/kg au cours de la semaine 24.

Le marché du maigre a été relativement préservé lors de la crise du Covid-19, soutenu par la fermeté de la demande italienne et la faiblesse de l'offre française. Les expéditions reculeraient cependant de 7 % depuis le début de l'année (semaines 1 à 21) en raison de l'insuffisance de l'offre, du quasi-arrêt des expéditions

vers les pays tiers et du recul de la demande espagnole.

Les difficultés perdurent sur le marché du veau de boucherie, fortement perturbé par les conséquences des mesures de confinement sur la consommation notamment en RHD. Les sorties semblent désormais plus en phase avec la demande, mais la reprise de la RHD est timide. Dans ce contexte de marché durablement encombré, les mises en place dans les élevages sont prudentes.

Viande ovine : tassement des cours

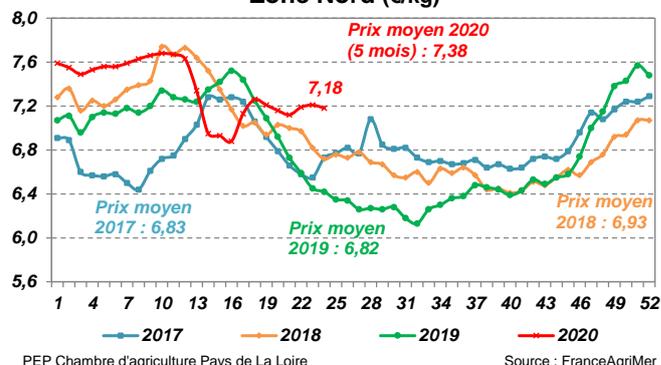
Les cours de la viande ovine sont supérieurs à ceux de 2019 en raison du recul des importations et de la préférence donnée à l'origine française à une demande restée ferme pendant les fêtes de Pâques.

La production nationale a par ailleurs reculé au cours du premier trimestre 2020 (de -4 à -7 % selon le mois). Après une pause en avril (-1 %), les abattages seraient à nouveau en retrait en mai par rapport à 2019. Le tassement de la cotation depuis quelques semaines peut s'expliquer par la réouverture de la RHD qui a généré de nouveaux besoins d'importations à partir de mai. Depuis le début de l'année, les achats en provenance du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande reculent, mais les importations de viande irlandaise progressent de 5 %.

Autre cause avancée du fléchissement des cours, le temps pluvieux des semaines 24 et 25 qui a contrarié

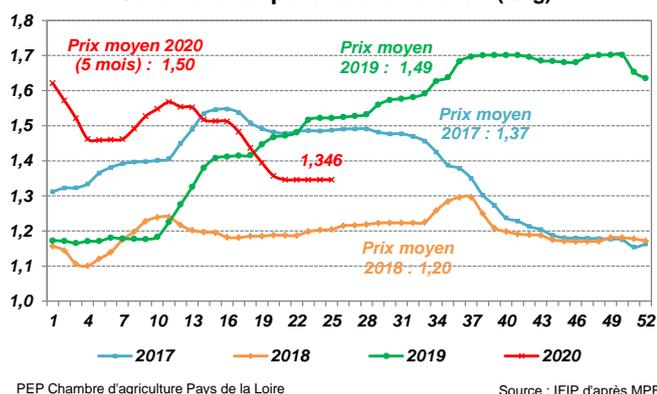
les projets de grillades et la consommation de viande ovine.

**Cotation régionale agneaux 3 (couvert)
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir
Zone Nord (€/kg)**



Viande porcine : un marché impacté par le Covid-19 dans l'attente d'un second semestre plus prometteur

Cotations du porc cadran breton (€/kg)



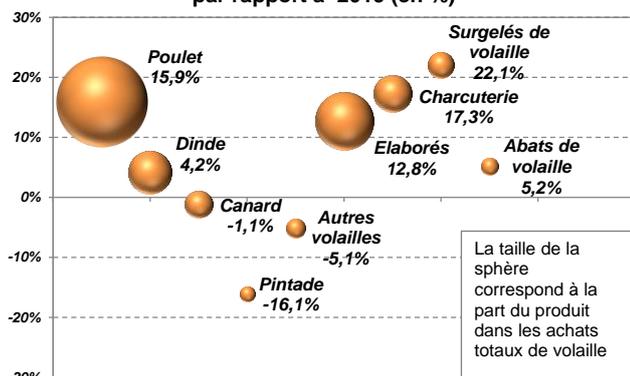
La hausse des cours en début d'année sous l'effet d'une offre européenne en baisse a été stoppée par la propagation du coronavirus en Europe. Les cours ont alors plongé. Le confinement de la population a désorganisé les marchés intérieurs (fermeture RHD, davantage de consommation à domicile). Le commerce vers la Chine a été ébranlé par les problèmes logistiques liés à l'épidémie de coronavirus mais a repris. Toutefois, la Chine a fait pression sur les prix européens en faisant jouer la concurrence des Etats-Unis.

Depuis mi-mai, l'ouverture progressive de la restauration hors foyer devrait permettre de redynamiser la consommation française. Mais les reports d'enlèvement liés à la succession des jours fériés de mai et au Covid-19 (fermeture de deux abattoirs) pèsent. L'export semble plus soutenu bénéficiant du ralentissement d'activité aux Etats-Unis (abattoirs fermés pour Covid-19). Les cours européens se stabilisent depuis quelques semaines.

Malgré une légère reprise de la production porcine chinoise, les besoins de la Chine demeurent importants. Sur les quatre premiers mois 2020, la demande chinoise pour la viande en provenance de l'UE est restée élevée. Les exportations européennes ont progressé de 8,2 % et de 77,6 % spécifiquement vers la Chine. Les exportations vers l'Asie devraient rester dynamiques sur le second semestre soutenant les cours du porc. Toutefois, la concurrence des Etats-Unis risque d'être vive mais dépendra des relations Etats-Unis / Chine. Sur les quatre premiers mois 2020, les exportations américaines ont été multipliées par six vers la Chine. La remise en place des circuits de consommation devrait permettre de soutenir le marché intérieur de l'UE dans les prochaines semaines.

Volaille de chair : la consommation tirée par le poulet et la dinde

Evolution des achats des ménages en cumul de janvier à avril 2020 par rapport à 2019 (en %)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

L'épidémie de Covid-19 a entraîné des pertes de débouchés dans la restauration hors domicile et à l'exportation. Elle a, au contraire, renforcé la consommation de volaille à domicile. Cette tendance, déjà à l'œuvre en tout début d'année, a été amplifiée par le confinement. Elle concerne seulement les deux filières principales, le poulet et la dinde ainsi que la volaille transformée. La progression des achats de poulet profite à toutes les présentations y compris au poulet entier et au poulet Label Rouge. Les achats de canard diminuent dans leur ensemble mais divergent entre les magrets en hausse et les filets en baisse accentuant ainsi la crise traversée depuis 2019 par la

filière canard à rôtir. Les achats de pintades chutent fortement.

La perte de débouchés s'est traduite par une accumulation de stocks, notamment en canard, et par une diminution des volumes abattus en France.

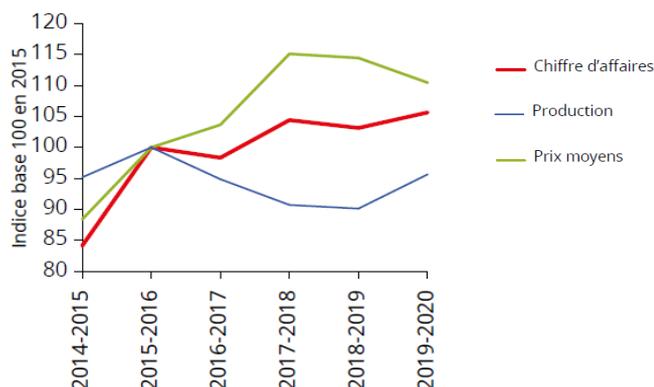
Comparés à 2019, en cumul de janvier à avril, les abattages reculent pour toutes les espèces sauf la dinde (+1,5 %), dont l'activité était déjà faible en 2019. En poulet, ils chutent de 4,6 % en avril, entraînant un repli de 1,7 % en cumul. La baisse est plus forte pour les autres espèces, très orientées vers l'export et la RHD : canards à rôtir (-12,4 % sur quatre mois), canard gras (-5,6 %) et pintade (-9,8 %).

Afin d'écouler au mieux les stocks accumulés dans l'UE (500 000 tonnes) et en France (40 000 tonnes), et de sortir plus rapidement de la crise, l'interprofession ANVOL avait demandé à la Commission européenne de limiter drastiquement les importations. Elle n'a pas été entendue.

Point positif à l'heure où les restaurants rouvrent, l'étiquetage de l'origine des viandes servies en RHD est inscrit dans la loi. Le décret d'application est attendu. Cependant cette disposition est incomplète car elle ne concerne pas les produits transformés utilisés en RHD.

Arboriculture : le marché intérieur de la pomme relancé par l'impact du Covid-19

Légère croissance du chiffre d'affaires nationale de la pomme en 2019



Source : Agreste – Données sur les sept premiers mois de campagne

En 2019, la production française de pommes a renoué avec la hausse (+6 %), après trois années de recul. Sur les sept premiers mois de la campagne 2019-2020, les exportations se sont redressées (+6 %) tant vers l'Union européenne que vers les pays tiers, particulièrement l'Arabie saoudite, qui avait été pénalisée l'année précédente par la baisse des cours du pétrole.

Sur cette campagne, l'excédent commercial français s'est accru de 36 % en volume, et de 7 % en valeur. Les importations en provenance de l'Union européenne ont en effet fléchi de près d'un tiers en volume, en particulier en provenance d'Italie, notre principal fournisseur (-27 %).

Sur le marché intérieur, la crise du Covid-19 a favorisé les achats de pomme, produit facilement stockable. Les metteurs en marché ont dû s'adapter rapidement à la hausse de la demande nationale.

Alors que le coût de production s'est trouvé renchéri par la mise en place des mesures sanitaires, la demande de préemballés a permis d'écouler les petits calibres qui pesaient auparavant sur les prix. Néanmoins, toutes variétés et tous calibres confondus, le prix nu départ sur le marché du frais (cumul de septembre à fin mai) est resté inférieur de 4 centimes à celui de l'an passé, et de 11 centimes par rapport à 2018.

En Pays de la Loire, les volumes récoltés ont progressé pour la deuxième année consécutive (+5 % sur la dernière campagne selon Agreste). En mai (période de ralentissement saisonnier), les ventes sur le marché français ont dépassé de 20 % leur niveau de 2019, de même que sur les marchés étrangers (Royaume Uni, Espagne et Benelux).

Pour les mois à venir, la pomme française devrait encore trouver sa place. Les stocks sont aujourd'hui plus élevés en France que l'année dernière (+7 % chez les adhérents ANPP) mais le stock européen est faible, et la production de fruits à noyau dans l'UE

s'annonce déficitaire. Aujourd'hui, bien qu'en phase de ralentissement saisonnier, le marché (France et export) reste finalement plus actif que l'année dernière.

Horticulture et pépinière : forte reprise d'activité en horticulture après des semaines d'arrêt et des pépiniéristes soulagés par un très bon début d'année

La crise du Covid-19 a particulièrement affecté la filière horticole. Sur les cinq premiers mois de l'année, les entreprises ligériennes ont perdu 16 % de chiffre d'affaires. Moyenne qui masque une forte hétérogénéité de situation.

Après un début de printemps catastrophique, la fin de saison s'est avérée très bonne en horticulture, sans rattraper toutefois les pertes de début de période.

Malgré des destructions en début de confinement, les achats de plants potagers ont explosé à la réouverture des jardinerie. Les producteurs ont même manqué de marchandises. Les ventes de plantes ornementales ont repris avec le déconfinement et ont été soutenues jusqu'à la fête des mères. Toutefois, ce secteur a subi des destructions massives. Les pertes ont également été lourdes en fleurs coupées, les entreprises étant à l'arrêt jusqu'à mi-mai. Heureusement, la fête des mères a été épargnée, date clé pour les fleuristes. Le

Drive et les livraisons à domicile ont permis aux producteurs en vente directe de passer la crise.

Grâce à leur début d'année très bon, les pépiniéristes ont sauvé leur premier semestre. L'hiver doux a permis de poursuivre les chantiers. Le confinement a cependant apporté un coup d'arrêt aux plantations alors que de nombreux sujets ont été arrachés en prévision. Les plantations sont désormais reportées à l'automne voire à l'année prochaine. Des destructions sont attendues dans ce secteur cet été.

Bon nombre d'entreprises se trouvent en situation délicate mais il est encore trop tôt pour mesurer l'impact réel de cette crise. Les entreprises multi produits, multicanaux se sont avérées plus résistantes.

Dans ce contexte inédit, les Français ont montré un réel engouement pour le jardinage, avec une nouvelle clientèle, plus jeune, qui pourrait y prendre goût et poursuivre l'expérience.

Légumes : une conjoncture météo-dépendante

A l'instar de nombreux marchés alimentaires, le confinement a perturbé les habitudes de consommation et les circuits de distribution des légumes dont le débouché RHD.

En grande distribution, la demande s'est dans un premier temps concentrée sur les produits de première nécessité et se conservant facilement, comme les carottes, les poireaux, les pommes de terre et a délaissé les produits frais. Après une période d'adaptation du consommateur, une communication sur les produits de saison et une mise en avant de la production nationale dans la grande distribution, les légumes frais ont à nouveau été plébiscités. Pendant toute la durée du confinement, l'activité du rayon fruits et légumes frais a d'ailleurs été supérieure à la normale, le consommateur a par ailleurs affiché un fort intérêt pour le pré-emballé.

A l'approche du déconfinement, le critère de prix est cependant redevenu progressivement prépondérant sur celui de l'origine dans l'acte d'achat. La concurrence européenne s'est également montrée plus présente.

L'évolution récente des marchés a été très météo-dépendante, le temps pluvieux des semaines 24 et 25 ayant favorisé la demande de poireau et pénalisé celle des légumes d'été comme la tomate petits fruits (passée en situation de crise conjoncturelle le 18 juin) et dans une moindre mesure le concombre. Le retour de conditions beaucoup plus estivales au cours de la semaine 26 devrait relancer la demande de ces légumes.

Viticulture : recul marqué des sorties de chais

En cumul depuis le début de la campagne, les sorties de chais (caves particulières et coopératives) reculent de plus de 14 % à la fin du mois de mai 2020 sur l'ensemble du vignoble Val de Loire d'après InterLoire. Les ventes au négoce (53 % des volumes) se replient de près de 18 % et les ventes directes (47 %) de près de 8 %. Cette baisse concerne toutes les couleurs. Sur la période couvrant la crise du Covid-19 (mars à mai 2020), les sorties de chais reculent de 29 % par rapport à la même période en 2019. Toutes les couleurs et pratiquement toutes les appellations notamment les AOP les plus importantes en volume sont concernées.

S'agissant des ventes en grande distribution, le chiffre d'affaires du rayon vins tranquilles connaît une progression à deux chiffres pendant les trois semaines de mai consécutives au déconfinement. Le

redémarrage du rayon vins effervescents est moins sensible.

Sous l'impulsion des organisations professionnelles, le gouvernement français a annoncé fin mai la mise en place d'un plan de soutien spécifique à la filière vitivinicole. Celui-ci comporte plusieurs volets : distillation de crise, aide au stockage privé et éligibilité, sous conditions, des entreprises vitivinicoles au dispositif national d'exonérations de cotisations sociales. Le taux d'aide de la mesure restructuration du vignoble est par ailleurs augmenté de 50 à 60 %. Des actions complémentaires sont conduites pour solliciter un budget supplémentaire européen pour la mise en œuvre des mesures de gestion des marchés et un fonds de compensation en réponse aux taxes Trump sur le vin.



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Christine GOSCIANSKI	Tél. 02 41 18 60 57	Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr
Pascale LABZAE	Tél. 02 43 29 24 28	Mail : pascale.labzae@pl.chambagri.fr
Clémentine LIBEER	Tél. 02 41 18 60 60	Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Eliane MORET	Tél. 02 43 67 37 09	Mail : eliane.moret@pl.chambagri.fr